Loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 27 500 000 francs au Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour la réalisation d'infrastructures publiques rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements (13585)

du 11 avril 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;

vu la loi 11784 sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU), du 18 mars 2016;

vu la loi 11941 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 20 000 000 de francs au Fonds intercommunal pour le développement urbain pour la réalisation d'infrastructures publiques rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements, du 4 novembre 2016;

vu la loi 12893 modifiant la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU), du 30 avril 2021,
décrète ce qui suit :

Art. 1 Crédit d'investissement

Un crédit global fixe de 27 500 000 francs est ouvert au Conseil d'Etat au titre de subvention cantonale d'investissement aux communes par l'intermédiaire d'un versement annuel à la fondation de droit public dénommée « Fonds intercommunal pour le développement urbain » (FIDU), pour la réalisation d'infrastructures publiques rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements.

Art. 2 Planification financière

¹ Ce crédit est réparti en tranches annuelles de 2 500 000 francs, inscrites au budget d'investissement dès 2026 sous la politique publique G – Aménagement et logement (rubrique 0515-5620).

² L'exécution budgétaire de ce crédit est suivie au travers d'un numéro de projet correspondant au numéro de la présente loi.

Art. 3 Subventions d'investissement accordées

Les subventions d'investissement accordées dans le cadre de ce crédit d'investissement s'élèvent à 27 500 000 francs.

Art. 4 Amortissement

L'amortissement de l'investissement est calculé chaque année sur la valeur d'acquisition (ou initiale) selon la méthode linéaire et est porté au compte de fonctionnement.

Art. 5 But

¹ Cette subvention est destinée au financement d'infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour la réalisation de projets de développement urbain en lien avec l'accueil de nouveaux logements.

² Ces infrastructures communales sont soit des équipements publics dont la réalisation est imposée par des prescriptions légales, soit des espaces publics. Sont réservés les équipements visés à l'article 19 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 22 juin 1979.

Art. 6 Durée

La disponibilité du crédit d'investissement s'éteint au plus tard au 31 décembre 2036.

Art. 7 Aliénation du bien faisant l'objet d'une subvention d'investissement

En cas d'aliénation du bien avant l'amortissement complet de celui-ci, le montant correspondant à la valeur résiduelle non encore amortie est à rétrocéder à l'Etat pour la partie financée par ce dernier.

Art. 8 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Art. 9 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Art. 10 Modification à une autre loi

La loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU), du 18 mars 2016 (PA 345.00), est modifiée comme suit :

Art. 6, al. 3 (nouvelle teneur)

³ Pour le canton, la contribution fait l'objet de lois d'investissement sur des périodes définies.